

sain objectif national. La Providence a doté notre pays d'une grande réserve de ressources, mais ces ressources ne sont pas inépuisables. L'expérience acquise aux États-Unis nous rappelle que, même dans un pays doté d'énormes ressources comme les États-Unis, ce pays se trouve maintenant dans une situation où, par suite d'une industrialisation active, il consomme ses ressources à un rythme alarmant.

Le rapport Paley nous révèle qu'entre 1950 et 1975, les États-Unis devront quadrupler leurs importations de matières premières industrielles. Où les chercheront-ils? Ils chercheront à les obtenir du Canada dans une grande mesure et bien des instances seront faites dans notre pays pour permettre l'exportation de nos ressources aux États-Unis pour qu'elles y soient fabriquées et transformées en produits finis, de sorte que la dépense au titre de la main-d'œuvre dans la plus-value de l'article se fera, non pas au Canada, mais aux États-Unis.

Nous affirmons comme objectif national de notre parti,—un objectif national qui, selon nous, doit s'imposer à tout Canadien prévoyant et à tout parti qui se croit en mesure de diriger les destinées de notre pays,—que nous devons viser à la transformation et à la fabrication en produits finis au Canada d'une quantité toujours plus considérable de matières premières canadiennes, pour l'avantage des Canadiens, afin de créer des possibilités pour les Canadiens de la génération actuelle et des générations à venir.

Le tarif douanier des États-Unis est conçu de façon à exclure les importations des produits ouvrés et finis et, en même temps, à rendre assez facile l'importation de la plupart des matières premières qui entrent dans la production industrielle. Dans les années à venir, les industries extractives du Canada seront assujéties aux pressions qui s'exerceront pour subvenir à l'énorme demande qui se fera aux États-Unis. Le Canada sera aux prises avec un problème qui pourra prendre différentes formes,—mais nous pouvons être certains que le problème se posera quand même,—et qui consistera à décider si nous nous contenterons d'extraire des matières premières du sol et ensuite de les exporter, ou si nous tâcherons d'en poursuivre la fabrication et la transformation en produits ouvrés ici même au Canada.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

[M. Fleming.]

Reprise de la séance

M. Fleming: Monsieur l'Orateur, voici au sujet de la transformation des matières premières au Canada, la voix authentique des milieux ouvriers. Le passage suivant est extrait du mémoire rédigé en commun par le Congrès des Métiers et du Travail du Canada et le Congrès canadien du Travail et remis à la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada.

Point n'est besoin de dire que nous souhaitons voir autant que possible transformer nos matières premières au Canada même, au lieu qu'elles soient exportées à l'état brut. C'est d'ailleurs un des principes fondamentaux de la politique canadienne depuis au moins 1879, année au cours de laquelle Sir John A. Macdonald a formulé sa politique nationale. On ne l'a peut-être pas toujours entièrement appliquée. Mais il nous semble que peu de Canadiens doutent aujourd'hui de son utilité. Ils peuvent différer d'opinion au sujet de son application ou de ses possibilités d'application à telle ou telle industrie; cependant bien peu d'entre eux affirmeront sérieusement que nous devrions être une nation de scieurs de bois ou de porteurs d'eau.

Le fait est, monsieur l'Orateur, que certains, dans notre pays croient que l'avenir du Canada peut se mesurer d'après la quantité de matières premières qu'on extrait de son sol en vue de les exporter. Un libéral bien connu dans notre pays a, en effet, exprimé cette opinion devant la Commission royale. Je citerai maintenant, monsieur l'Orateur, le passage d'un article paru à ce sujet dans le *Globe and Mail*, au mois de janvier. Le voici:

Jusqu'ici, le Cabinet a défendu sa politique d'exportation disproportionnée de matières premières. De 1938 à la fin de 1956, les exportations canadiennes de produits manufacturés n'ont augmenté que de 260 p. 100 au regard d'une augmentation totale de 411 p. 100. Si les exportations peuvent dans l'ensemble servir à mesurer l'augmentation de l'activité économique, les exportations de produits manufacturés manifestent clairement de la part du Gouvernement une attitude contraire à l'expansion manufacturière et, partant, à la création d'emplois qui soutiendraient une campagne à long terme en vue de faire venir d'outre-mer de nouveaux colons.

On estime que les exportations canadiennes de matières premières ont permis la création de deux millions d'emplois, dans les établissements manufacturiers de l'étranger.

Monsieur l'Orateur, voilà sûrement un état de choses que les Canadiens ne considèrent qu'avec beaucoup d'inquiétude. La loyale opposition de Sa Majesté est d'avis que les Canadiens ne sont pas destinés à n'être que des scieurs de bois et des porteurs d'eau, mais que les programmes nationaux devraient tendre à l'établissement d'une économie bien équilibrée, bien diversifiée, ainsi qu'à la transformation maximum chez nous de nos matières premières afin de créer des possibilités d'emploi pour les Canadiens.